

AIDE MOBILI-PASS®
Convention de subvention

Article R 313-19-1 VI du code de la construction et de l'habitation
Recommandation de l'UESL du 24 novembre 2010

Nom, Prénom :

Adresse :

Employeur :

Montant demandé :

Conditions de versement des fonds :

Les fonds seront débloqués sur présentation de factures originales.

Le bénéficiaire a 9 mois à compter de la signature de la présente convention pour fournir à (CIL) les factures pouvant être remboursées au titre de l'AIDE MOBILI-PASS®.

Passé ce délai, le montant de la subvention sera ramené au montant afférent aux dépenses justifiées.

Engagement sur l'honneur :

Le (soussigné) certifie sur l'honneur qu'il n'a :

- ni déposé un autre dossier de demande d'AIDE MOBILI-PASS® pour les mêmes dépenses auprès d'un autre CIL,
- ni obtenu une AIDE MOBILI-PASS® pour les mêmes dépenses d'un autre organisme,
- ni bénéficié d'une autre AIDE MOBILI-PASS® à l'occasion d'une précédente embauche, d'une mutation ou d'un envoi en formation dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, datant de moins de 24 mois, quel qu'en soit le montant.

Il s'engage à ne pas demander une aide identique couvrant les mêmes dépenses et certifie que les dépenses pour lesquelles l'aide est demandée ne sont pas prises en charge par ailleurs et notamment par son employeur.

Il reconnaît avoir été informé qu'en cas de fausse déclaration ou de non respect de ses engagements, les sommes reçues au titre de l'AIDE MOBILI-PASS® devraient être immédiatement reversées au (CIL) sans qu'il soit nécessaire, pour ce dernier, de procéder à l'envoi d'une mise en demeure préalable.

CIL

Bénéficiaire

Date et signature :

Date et signature :
(lu et approuvé)

Montant de la subvention réellement débloquée sur justificatifs de dépenses :

Date	Montant

Date et Cachet de l'organisme